

Vincent Eiffling, spécialiste du Moyen-Orient, est actuellement chercheur et doctorant au Centre d'Etude des Crises et Conflits Internationaux (CECRI) de l'Université Catholique de Louvain. Il est également chercheur associé auprès du Centre de recherche des Ecoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC).

Article publié dans : *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, No. 20 Avril-Mai 2014.

Moyen-Orient : vers un rôle accru de la Chine ?

Si l'importance géopolitique du Moyen-Orient est intimement liée à ses ressources en énergies fossiles, il convient de souligner que ce paramètre se retrouve majoré grâce à la position géographique de la région. Situé au cœur de l'échiquier eurasiatique, au carrefour des puissances continentales que sont l'Europe, la Russie, l'Inde et bien entendu la Chine, le Moyen-Orient peut également compter sur sa proximité géographique avec l'Afrique et le canal de Suez. En conséquence, le Moyen-Orient constitue de facto une voie de passage naturelle pour le commerce intra-eurasiatique et possède le potentiel pour devenir une plaque tournante dans le flux des échanges commerciaux au niveau planétaire. Ces facteurs, conjugués à ses richesses énergétiques, ne peuvent qu'accentuer la plus-value géopolitique de cette région du globe. Aussi il n'apparaît rien d'étonnant à ce qu'en dépit de son caractère profondément crisogène, le Moyen-Orient n'en demeure pas moins une zone d'intérêt, un pivot géopolitique, pour les grandes puissances et les puissances émergentes. Cela dit, l'équilibre des forces au sein du Moyen-Orient reste profondément marqué par la prédominance américaine. Aux yeux de nombreux dirigeants arabes, Washington demeure encore et toujours un partenaire privilégié tant sur les plans économiques, politiques que sécuritaires. Mais cette prédominance se retrouve de plus en plus confrontée à la pression sans cesse plus importante des puissances émergentes au premier rang desquels se trouve la Chine.

La stratégie de Pékin au Moyen-Orient se caractérise par son ancrage dans le long terme. Soucieux de ne pas brûler les étapes, les dirigeants chinois ont avant tout cherché au cours de ces dernières années à tisser et à approfondir des liens économico-commerciaux avec les Etats de la région, préférant laisser de côté les aspects à proprement parler politique. Dans les faits, ce mode opératoire s'est caractérisé par

l'absence de toute conditionnalité à la signature de nouveaux contrats et partenariats. La Chine se distingue donc ainsi des Etats occidentaux dont la tendance est bien souvent de lier l'économie au politique, et particulièrement aux questions relatives aux droits de l'homme, à l'Etat de droit ou aux libertés individuelles. Les Etats du Moyen-Orient ont donc trouvé avec la Chine un nouveau partenaire partageant leur vision de la souveraineté étatique et de la non-ingérence. Plus encore, l'arrivée de Pékin sur le marché moyen-oriental a élargi la palette des possibilités offertes aux dirigeants de la région. La Chine représente à leurs yeux un balancier à la traditionnelle présence occidentale. Grâce à Pékin, ils peuvent désormais plus amplement faire jouer les mécanismes de l'offre et de la demande, entre autre en ce qui concerne les appels d'offres relatifs aux investissements extérieurs pour des grands chantiers d'infrastructures. Par ailleurs, le « modèle chinois », entendez par là une adéquation viable entre régime autoritaire, croissance économique et stabilité intérieure, a de quoi susciter l'admiration et l'envie de nombreux chefs d'Etats du Moyen-Orient. Cet aspect du *soft power* dont jouit Pékin dans la région se retrouve renforcé par plusieurs éléments. Premièrement, le marché économique du géant asiatique représente un débouché pour la dépense des pétrodollars accumulés au cours de ces dernières années par les Etats du Golfe. Deuxièmement, la Chine compte approximativement 20 millions de Musulmans, c'est à dire plus que la population syrienne. Chaque année, ce sont en moyenne 15 000 pèlerins chinois qui se rendent en Arabie saoudite. Les diplomates chinois envoyés en poste au Moyen-Orient sont pour leur part bien souvent de confession musulmane et maîtrisent généralement un arabe presque parfait alors que leurs homologues occidentaux se cantonnent quant à eux à l'utilisation de l'anglais qu'ils considèrent encore trop souvent comme l'inébranlable lingua franca des us et coutumes diplomatiques. Cet état de fait suscite l'admiration des officiels arabes vis-à-vis de la diplomatie chinoise tandis que la perception d'un sentiment de supériorité occidental se retrouve quant à lui renforcé. La carte musulmane est donc régulièrement mise en avant par les dirigeants et diplomates chinois qui ne cessent de rappeler l'histoire des relations entre leur pays et le Moyen-Orient du temps de la route de la Soie. Dans les discours officiels, l'accent est mis sur les bienfaits économiques et culturels qui ont caractérisé l'histoire des relations entre ces deux régions du globe et ont ainsi contribué à leur essor respectif. Pékin souligne au travers de cette rhétorique que contrairement aux Etats occidentaux, la Chine a toujours considéré le Moyen-Orient comme un

partenaire à traiter d'égal à égal et non comme une région où asseoir son hégémonie. Enfin, la nature du processus décisionnel de Pékin couplé au fait que les grandes entreprises chinoises demeurent des outils au service des intérêts de l'Etat a permis à la Chine de faire preuve d'une grande réactivité et capacité d'adaptation par rapport aux soubresauts politiques qui ont traversé la région. Cette flexibilité conjuguée au pragmatisme de la Chine constitue un élément essentiel à l'origine du succès de son implantation économique au Moyen-Orient. Les dirigeants chinois ont ainsi su tirer profit des événements marquants survenus ses quinze dernières années en prenant systématiquement le contre-pied de leurs rivaux occidentaux à chaque fois que ces derniers ont préféré jouer la carte de la prudence face à des bouleversements politiques. In fine, les Occidentaux ont de facto laissé la place vacante aux investisseurs chinois, lesquels se sont montrés plus prompts à opérer dans un environnement potentiellement instable. A cela s'ajoute le fait que les importants projets d'investissement chinois ne souffrent pas de délais sans fin à l'instar de leurs équivalents occidentaux. Les attentats du 11 septembre 2001 et l'incertitude politique engendrée par le printemps arabe illustrent parfaitement ce recul de l'Occident au profit de la République populaire. Dans le premier cas, alors que le monde occidental renforçait de manière drastique sa politique de visa vis-à-vis du monde musulman, la Chine choisissait dans le même temps de simplifier la sienne. Dès lors que plusieurs semaines étaient nécessaires pour les entrepreneurs arabes afin de se procurer un visa à destination de l'Europe ou des Etats-Unis, quelques jours seulement leur suffisaient à se procurer le Saint Graal leur permettant de se rendre librement en Chine. Or jusqu'à preuve du contraire, la circulation des personnes a toujours précédé la circulation des biens, capitaux et services. Dans le climat de méfiance qui a suivi les attentats du World Trade Center, le monde occidental a donc privilégié les aspects sécuritaires au détriment de ses liens économiques avec le Moyen-Orient et ce pour le plus grand bonheur de Pékin. Dans le même temps, les autorités chinoises n'ont pas été confrontées à une montée de l'islamophobie au sein de leur opinion publique, ce qui leur a permis de mettre en œuvre plusieurs incitants à destination des acteurs économiques en provenance du monde musulman. On notera ainsi à titre d'exemples que des mosquées et des écoles islamiques ont été érigées dans les quartiers d'expatriés venus s'installer pour affaire dans les grandes villes chinoises et que des abattoirs labélisés halal ont également été installés à proximité de ces mêmes quartiers. Dans le cas du printemps arabe, et bien que Pékin se

soit montré prudent aux premières heures des soulèvements populaires, la Chine a encouragé ses entreprises à faire preuve de pro-activité alors même que les acteurs occidentaux se montraient quant à eux réticent à l'idée de s'engager au milieu d'un climat politique incertain. Pékin en a par ailleurs profité pour rappeler aux nouveaux gouvernements que sa politique d'investissement n'était en aucune mesure assujettie à de quelconques garanties relatives aux droits de l'homme ou à la bonne gouvernance.

Quelques chiffres suffisent à illustrer l'ampleur de cette présence chinoise grandissante au Moyen-Orient. De 2005 à 2009, le commerce entre les deux parties a augmenté de 87%, atteignant les 100 milliards de dollars. Selon les statistiques gouvernementales de Pékin, le montant des échanges commerciaux aurait même atteint les 222 milliards de dollars en 2012. Les Emirats arabes unis occupent ici une place particulière. Grâce à leur positionnement géographique au croisement des routes commerciales entre le Moyen-Orient, l'Asie du sud, l'Afrique et l'Europe, ils représentent pour Pékin le hub commercial, financier et logistique devant servir à dispatcher ses exportations. Déjà aujourd'hui, approximativement 70% des exportations chinoises à destination des Emirats sont par la suite réexporté, principalement à destination de l'Iran et de l'Arabie saoudite. De ce fait, la présence de la Chine y est particulièrement importante : près de 200 000 de ses ressortissant résideraient aujourd'hui à Dubaï, un chiffre dont la croissance annuelle est comprise entre 15 et 20%. Les quatre principales banques chinoises y ont également installé leur quartier général régional et près de 4200 sociétés chinoises étaient répertoriées comme actives aux Emirats à l'automne 2013¹. Le commerce bilatéral avec les Emirats devrait pour sa part atteindre les 100 milliards de dollars en 2015, contre 21 milliards en 2009. De manière plus générale, la Chine a également devancé les Etats-Unis en tant que première destination pour les exportations en provenance du Moyen-Orient et ce depuis 2010. De son côté, la République populaire exporte quant à elle des biens manufacturés à un prix abordable pour le consommateur moyen de la région. En ce qui concerne les investissements directs, le montant déboursé annuellement par Pékin au Moyen-Orient est passé de 1 milliard de dollars en 2005 à 11 milliards de dollars en 2009. De 2005 à 2013, les investissements chinois pris de manière cumulée s'élèvent à 17,3 milliards de dollars

¹ DEC-Linyi City (China) Economic Dialogue, Dubaï Economic Council, <http://www.dec.org.ae/events/details.aspx?id=73>

pour l'Arabie saoudite, 18,6 milliards de dollars pour l'Iran, 14,5 milliards de dollars pour l'Irak, 8,9 milliards de dollars pour les Emirats arabes unis et 8,2 milliards de dollars pour la Turquie². Si le secteur énergétique occupe la part belle de ces investissements, d'autres domaines n'en demeurent pas moins en reste. Il s'agit principalement des secteurs relatifs aux matières premières d'origine minière, aux transports, à la construction et enfin à l'agriculture. Pékin est ainsi devenu le premier investisseur extérieur en Irak et en Iran. Parmi les grands chantiers de la République populaire dans la région, on notera la réalisation du monorail de La Mecque, inauguré en 2010, le projet de réalisation d'une zone économique spéciale à Suez, ainsi que les projets de développement du réseau ferroviaire iranien. Ce dernier s'inscrit dans le cadre plus large de développement du concept de « nouvelle route de la Soie » cher aux dirigeants chinois. L'ambition est de faciliter et stimuler le commerce intra-eurasien entre la Chine, le Moyen-Orient et l'Europe grâce au développement des voies commerciales via de l'Asie centrale. Ceci concerne tout aussi bien les produits manufacturés que le secteur de l'énergie. Dans ce dernier domaine, outre le fait de raccourcir ostensiblement la longueur des voies d'approvisionnement, le développement de la nouvelle route de la Soie présente l'avantage d'en augmenter la sécurité au travers de leur diversification. En outre, cela permet à la Chine de se montrer moins dépendante de la libre circulation au travers des détroits d'Ormuz et de Malacca.

Si économiquement la Chine ambitionne aujourd'hui de façonner une nouvelle route de la Soie reliant le Moyen-Orient à sa province occidentale du Xinjiang, l'incertitude demeure cependant sur sa volonté de poursuivre sa mise à l'écart volontaire des grandes questions politiques et sécuritaires de la région. Il semble en effet peu probable que Pékin ne cherche pas progressivement à s'investir au-delà du seul volet économique à mesure que s'accroissent ses intérêts stratégiques de même que sa puissance sur la scène internationale. De même, si la Chine souhaite assurer la légitimité de son statut de nouvelle grande puissance en devenir, il lui faudra tôt ou tard en endosser les responsabilités. En y regardant de plus près, plusieurs éléments viennent étayer la thèse selon laquelle Pékin recherche d'ores et déjà à convertir progressivement sa puissance économique en levier d'influence politique. Autrement dit, après avoir placé ses pions, la

² The Heritage Foundation, China Global Investment Tracker, <http://www.heritage.org/research/projects/china-global-investment-tracker-interactive-map>

Chine entre désormais dans une nouvelle ère en ce qui concerne ses relations avec le Moyen-Orient. Le Ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a ainsi déclaré en janvier dernier lors d'une interview à la chaîne Al-Jazeera que son pays était prêt à s'investir d'avantage politiquement dans la région³. Pour étayer ses propos, il a souligné le souhait de Pékin d'incorporer le Quartet pour la paix au Proche-Orient. Si ce scénario devait voir le jour, le conflit israélo-palestinien pourrait constituer un premier test sérieux pour la capacité de coopération et de cohabitation des puissances américaines et chinoises dans un système international en pleine mutation. Si Washington devait coopter Pékin afin de l'intégrer au Quartet, cela sonnerait comme une reconnaissance du nouveau statut de la Chine par les Etats-Unis et constituerait geste de conciliation entre les deux grands. Par ailleurs, l'incorporation de Pékin aux négociations rééquilibrerait quelque peu la balance et rassurerait les Palestiniens tout en poussant les Israéliens à considérer cette nouvelle donne. La Chine est en effet perçue par beaucoup comme un acteur sans parti pris dans ce dossier, prônant la voie d'une solution située au juste milieu. Au printemps 2013, les autorités chinoises ont ainsi invité simultanément le Président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Pékin⁴. Bien que les deux dirigeants ne se soient pas rencontrés au cours de ce séjour, cette initiative des officiels chinois illustre bien leur volonté de s'investir d'avantage dans ce dossier. La guerre civile syrienne constitue une autre illustration de la préoccupation grandissante de Pékin pour les enjeux sécuritaires. Bien que la position de Pékin ait souvent été associée à celle de Moscou en raison des vetos russes et chinois à trois résolutions des Nations-Unies, la perception de la République populaire face à la crise syrienne se distingue ostensiblement sur le fond de celle du Kremlin. Tandis que Moscou soutient officiellement le régime de Bachar el-Assad, Pékin recherche avant tout à adopter une position neutre en adéquation avec ses grands principes diplomatiques : non-intervention dans les affaires intérieures d'un Etat tiers et mise en avant du rôle des Nations-Unies comme entité politique se situant au-dessus des intérêts de ses seuls Etats membres⁵. Les autorités chinoises s'opposent dès lors à toute résolution susceptible de conduire à une solution imposée de l'extérieur au détriment d'une solution négociée entre les parties au conflit. Pékin mise donc sur la diplomatie et plus

³ Wang Yi Gave an Interview to Al Jazeera, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, 9 janvier 2014, <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t1116509.shtml>

⁴ Zachary Keck, China Wants to Join Middle East Quartet, *The Diplomat*, 15 janvier 2014.

⁵ Tim Summers, Syria Crisis: A Diplomatic Challenge, Chatham House, 20 septembre 2013.

particulièrement sur l'envoyé spécial mandaté par les Nations-Unies et la Ligue arabe pour résoudre le conflit⁶. Si cette tendance à vouloir s'impliquer dans les grands dossiers politiques régionaux demeure somme toute relativement modeste, elle n'en dessine pas moins le tracé des futures ambitions chinoises au Moyen-Orient. Le Printemps arabe a semble-t-il accéléré le processus, alertant Pékin sur un vide sécuritaire existant dans une région qui reste pour aujourd'hui comme pour demain sa première source d'approvisionnement énergétique. Dans le même temps, le lâchage diplomatique d'Hosni Moubarak par les Etats-Unis a fait prendre conscience aux dirigeants arabes que Washington ne serait pas prêt à les soutenir indéfiniment et inconditionnellement. Depuis lors, la demande régionale pour une plus grande implication politique de Pékin a connu un accroissement relativement sensible. Sur le plan militaire, la République populaire demeure cependant trop faible pour projeter sa puissance dans une région du monde aussi éloignée. Pékin sera donc encore tributaire de Washington pendant plusieurs années pour ce qui concerne la sécurisation de ses voies maritimes d'approvisionnement et ce en dépit de sa volonté de développer une marine de haute mer à même d'opérer loin de son voisinage direct. Qui plus est, la Chine aura à cœur de s'imposer en priorité en Mer de Chine et dans le Pacifique avant d'activer de manière efficace sa stratégie du Collier de perles. Mais rappelons-le, la vision chinoise s'inscrit avant tout dans le long terme tandis que les dirigeants politiques occidentaux ne parviennent bien souvent pas à se projeter au-delà du moyen terme dans les meilleurs cas. En conclusion, et bien que l'attrait de Pékin pour le Moyen-Orient puise essentiellement sa source dans la nécessité de pérenniser ses approvisionnements énergétiques, analyser les relations entre la Chine et cette région du globe au travers du seul prisme énergétique donnerait une vision tronquée et simplifiée de la réalité. La stratégie chinoise se veut beaucoup plus large, englobant une multitude d'activités tant économiques et financières que politiques et sécuritaires. Etant donné son importance géopolitique, le Moyen-Orient pourrait constituer un bon indicateur quant à l'évolution des rapports de force entre les grandes puissances. Plus largement, c'est l'évolution de la nature même des relations entre les principales puissances structurantes du système international qui pourrait bien se jouer dans la région du Golfe.

⁶ Lakhdar Brahimi.